



CTPD SUPPRESSIONS D'EMPLOIS 2010

23 Décembre 2009

La période est encore une fois caractérisée par l'annonce officielle des suppressions d'emplois. Au niveau national, ce sont 2569 emplois qui vont disparaître, 2569 jeunes qui pourront aller pointer au chômage.

Pour la filière fiscale, les suppressions sont soi-disant possibles, pourquoi pas aussi imposées, grâce, mais surtout à cause de l'efficacité et de la performance des agents et des logiciels:

- télé@ctes pour 420 ;
- téléIR pour 109 ;
- DPR assiette pour 136 ;
- DPR relance amiable pour 120
- Et l'efficacité pour 596.

Quant à la filière publique, plus de 1100 emplois passent à la trappe grâce « aux gains liés à la dématérialisation » :

- Progression du paiement dématérialisé ;
- Démarche en ligne ;
- Rationalisation de la chaîne recette et celle de la dépense, et grâce aux gains liés à des réformes de procédure (simplifications, nouvelles organisations, ...).

Le département de la Haute-Loire subit aussi 3 suppressions d'emplois dans la filière fiscale et 2 dans la gestion publique.

Sans qu'il soit utile de nous le confirmer, nous pouvons affirmer sans crainte que le Service Public va continuer à disparaître dans nos campagnes, voilà bien le projet inique élaboré par nos gouvernants relayé par notre direction locale.

Ce sujet, au fil des réunions, devient récurrent. Ce 23 décembre 2009, en CTPD, allez-vous encore une fois affirmer que ces suppressions sont inéluctables, qu'elles vont dans le sens d'un meilleur service public. Et suivant votre théorie, nous devons pleinement participer à l'effort national en rendant des emplois.

Ces propos ne font pas honneur à notre conscience de fonctionnaire. Vous prenez vos ordres auprès du pouvoir politique et les appliquez sans aucun état d'âme, nous, nous obéissons à une certaine éthique qui est de servir le plus grand nombre, sans considération de richesse, de pouvoir ou d'influence.

Le CHS, que vous présidez, insiste dans notre sillage sur les risques psychosociaux qu'engendre le manque de personnel, situation qui va s'aggraver avec les suppressions futures d'emplois. Vous refusez d'admettre l'évidence alors que nombre d'agents de cette direction, y compris des chefs de service, mettent en avant le manque de personnel comme cause unique, sinon aggravante, du stress et autres maladies psychiques.

Nous dénonçons cette stratégie de notre ministère qui, sous prétexte de réformes voire d'exemplarité, supprime à tout va des emplois dans l'unique but de diminuer le nombre de fonctionnaires en occultant le devenir des missions, et plus grave encore, le devenir du Service Public.